



Annales historiques de la

Révolution française

Pour une histoire concrète du « talent » :
les sélections méritocratiques et le coup d'œil du topographe

Valeria PANSINI

Un groupe de pression contre-révolutionnaire :
le club Massiac sous la Constituante

Déborah LIÉBART

Comment la Révolution abolit
la dignité de maréchal de France

Fadi EL HAGE

Après la conjuration : le Directoire,
la presse, et l'affaire des Égaux

Laura MASON

Un moment méconnu de l'historiographie :
l'introduction et la diffusion en France
de l'ouvrage de Karl Kautsky

La lutte des classes en France en 1789

Jean-Numa DUCANGE

N° 354 – Octobre/Décembre 2008
avec le concours du Centre National de la Recherche Scientifique
et du Centre national du Livre

ARMAND
COLIN

des vies ordinaires tout autant que d'informer sur les institutions impériales. Napoléon en aurait sans doute appréciée la double dimension fictionnelle et érudite.

Annie JOURDAN

Alexandre TCHOUDINOV (dir.), **Французский ежегодник 2007 : Советская и французская историографии в зеркальном отражении. 20-е - 80-е годы XX в** (Annuaire d'études françaises – 2007. Les historiographies soviétique et française en miroir : années 1920-1980), Moscou, Les éditions LKI, 2007, 301 p.

L'Annuaire d'études françaises – 2007 comporte les communications que les historiens russes et français ont présentées au colloque international organisé à Vizille au mois de septembre 2006. L'attention des auteurs se concentre sur trois thèmes principaux : le réexamen de l'œuvre des historiens soviétiques de l'Ancien Régime par les historiens russes, l'analyse critique de la présentation soviétique de l'historiographie non marxiste, et enfin, de la part d'historiens français, l'examen de quelques mutations ayant bouleversé la science historique française.

La première partie du recueil est consacrée à l'étude des débats que l'œuvre de Boris Porchnev (1905-1972) - dont le nom est bien connu en France essentiellement grâce à sa polémique avec Roland Mousnier à propos du caractère des soulèvements en France au XVII^e siècle -, a suscité dans les deux pays. L'étendue des centres d'intérêts de Porchnev, à la fois docteur d'État en histoire et en philosophie, était très vaste, allant des relations internationales, aux origines de l'idéologie communiste aux XVII^e-XVIII^e siècles, à l'économie politique du féodalisme, à la psychologie sociale, etc. Plusieurs auteurs (Z. Tchekantseva, S. et A. Kondratievs, I. Filippov, A. Gladyshev) ont analysé sa contribution à l'étude de quelques-uns de ces domaines. Tous s'accordent pour présenter Porchnev comme un ardent marxiste, dont l'œuvre était basée sur la théorie de la lutte des classes (p. 39, 53, 89, etc). Certains, cependant, soulignent la singularité de son approche marxiste, qui a bien souvent suscité de violentes critiques de la part de ses collègues soviétiques, car ses vues ont été considérées par ceux-ci comme n'étant pas complètement compatibles avec celles de Marx (p. 26, 47, 99). C'est là l'originalité de Porchnev ; il était, d'une part, un historien marxiste déterminé et, de l'autre, un chercheur dont l'esprit ne se limitait pas au cadre habituel désigné pour les historiens soviétiques.

Une partie des auteurs (Y.-M. Bercé, F. Hildesheimer, H. Jouhaud, I. Filippov) est revenue en détail sur les circonstances de la polémique de Porchnev avec Mousnier. Il y a lieu de citer leurs conclusions les plus importantes : la confrontation entre les deux historiens était d'abord de nature idéologique (p. 32), le livre de l'historien soviétique sur les soulèvements paysans au XVII^e siècle a contribué à l'étude en France de l'histoire des mouvements populaires de cette époque (p. 86), les historiens occidentaux n'acceptant pas la théorie de la lutte des classes, ont toutefois apprécié ce livre, car il avait attiré leur attention sur ce thème (p. 126). En ce sens, Filippov a certainement raison de souligner la portée scientifique des livres de Porchnev sur l'histoire des relations internationales au XVII^e siècle (p. 127), qui restent inconnus à ce jour aux historiens occidentaux.

Quelques articles du recueil, rédigés par des historiens français, touchent les mutations de la pensée historique de ce pays. Dans un article fort intéressant, C. Blanquie revient sur l'histoire de l'Ormée. Dans son ensemble, il croit que la pratique municipale de son époque était conforme à la direction générale de la Fronde, qui consistait à déléguer certaines fonctions du roi à ses sujets, lors de sa coopération avec ces derniers pour la réalisation des buts qu'il poursuivait lui-même (p. 150).

G. Lemarchand étudie minutieusement la polémique des années 1960-2006 des historiens français sur les notions des « relations féodales », « féodalisme » et « des classes publiques ». Il constate qu'en dépit de sa nature purement franco-française, les historiens des années 1960 utilisaient avec plaisir les notions des historiens soviétiques, celle de « lutte des classes », etc. (p. 158). Or, en citant les nouvelles tendances propres à la science historique française (surtout l'étude de l'histoire socioculturelle), il note que cette polémique a orienté les chercheurs français vers « l'histoire comparative internationale » et stimulé en même temps le développement des conceptions de l'analyse historique en France (p. 171).

R. Dupuy aborde quant à lui la question de la riposte de la paysannerie à la Révolution, en examinant le sort que lui fait l'historiographie française de la deuxième moitié du XX^e siècle. À la différence de bien d'autres, il considère les soulèvements paysans, ainsi que leur résistance latente aux gouvernements révolutionnaires, comme l'une des formes de la politique (p. 198).

Les articles consacrés à l'analyse de la contribution des historiens soviétiques à l'étude de l'historiographie révolutionnaire, groupés dans le troisième chapitre, sont plus directement dans les perspectives des *AHRF*. A. Gordon nous présente, sur l'exemple de l'attitude de Victor Daline vis-à-vis des derniers ouvrages de R. Cobb, une excellente analyse sur l'approche des historiens soviétiques à l'égard de tous ceux qui ont étudié l'histoire des masses populaires hors du cadre de la théorie de la lutte des classes. Il s'agit surtout de la révision de la position des historiens soviétiques à l'égard des historiens occidentaux (il montre très bien qu'on ne considérait comme historiens « progressistes » en URSS que ceux qui s'en tenaient à la théorie marxiste). L'auteur explique la critique par Daline de « l'évolution » de Cobb, reprochant à celui-ci d'avoir laissé de côté l'histoire de la lutte des masses (p. 250).

M. Vovelle, à son tour, n'accepte pas entièrement la critique par Daline de l'œuvre de F. Braudel, en remarquant quelques contradictions dans son interprétation de l'évolution de l'école des *Annales*, surtout en ce qui concerne la théorie de « l'histoire globale » (p. 260). Étant élève de V. Daline, je me permets de constater sa profonde estime pour Braudel. Il m'a jadis donné la possibilité de lire la lettre, adressée à lui par Braudel et datée du 5 décembre 1983, à propos de la traduction française de son étude sur l'évolution des *Annales*, dans laquelle l'historien français, tout en la qualifiant de « miracle », avait toutefois affirmé qu'il était capable de polémiquer avec lui sur tous les points de ses interprétations.

Après la mort de V. Daline, en 1985, c'est A. Ado qui est devenu le maître des études révolutionnaires en URSS. D. Bovykine étudie l'évolution de ses vues pendant les dernières années de sa vie dans deux domaines, ceux de l'histoire de la Révolution et de l'historiographie française. L'auteur compare les jugements émis par Ado sur l'époque révolutionnaire dans les deux éditions de son livre sur la paysannerie (1971, 1987). Il ne nie pas qu'Ado s'en tenait toujours à la conception méthodologique marxiste, mais souligne en même temps quelques nuances qui sont spécifiques à la deuxième édition de son livre, à savoir l'évident changement de sa position à propos de quelques notions clefs, particulièrement en relation avec le terme de « féodalisme ». Ses jugements, conclut-il, sont devenus plus prudents dans les années 1980 (p. 279-280). Il en est de même, comme il l'affirme, de son attitude à l'égard des vues des historiens occidentaux.

D. Bovykine explique ce changement de la position d'Ado non seulement par les nouvelles données de la recherche historique, mais également par les formidables transformations ayant ébranlé son pays (p. 282-284). Je voudrais aussi constater pour ma part quelques modifications que j'ai aperçues dans sa mentalité à l'égard des vues des historiens français. Ainsi, sa position vis-à-vis de la théorie de la « révolution agraire » de



G. Lefebvre a changé : « Quand j'y pense maintenant, m'a-t-il dit à ce sujet en septembre 1994, pourquoi n'était-ce pas possible ? ». Son collègue G. Koutcherenko, cependant, spécialiste de l'histoire du communisme utopique français, passait aux dernières années de sa vie, d'après A. Gladychév, par une profonde crise à cause de l'écroulement de l'URSS, perdant tout intérêt pour la thématique à l'étude de laquelle il avait consacré sa vie (p. 211-212).

Dans ce volume, quelques historiens russes abordent des problèmes historiographiques particuliers. L. Piménova analyse l'histoire de la noblesse écrite par ses prédécesseurs russes et soviétiques, depuis les représentants de « l'école russe » jusqu'aux historiens des années 1980. Elle souligne les traits caractéristiques de cette historiographie, qui considérait la noblesse comme une « classe féodale » monolithique dont l'absolutisme défendait les intérêts (p. 173). Dans l'historiographie soviétique, cependant, ces analyses ont subi trois évolutions essentielles : *primo* l'augmentation de l'intérêt envers l'étude des différends entre diverses couches de la noblesse ; *secundo* l'appréciation du rôle de la noblesse libérale dans la Révolution ; *tertio* le refus de traiter l'activité de la noblesse de contre-révolutionnaire (p. 194).

A. Tchoudinov, de son côté, revient sur les violentes discussions entre historiens soviétiques de la Révolution sur la nature de la dictature jacobine, au début des années 1970. V. Révounenkov a développé dans les années 1960 une conception de la dictature jacobine, incompatible avec celle de ses collègues (A. Manfred, V. Daline et d'autres). D'après les vues de ces derniers, soutenues *grosso modo* par la majeure partie des historiens soviétiques, les Jacobins représentaient les intérêts de la moyenne et petite bourgeoisie et partiellement du peuple. Or, contrairement aux autres, Révounenkov considérait les Jacobins comme les représentants de la grande bourgeoisie. D'ailleurs, les deux côtés se référaient dans leurs conclusions aux jugements des fondateurs de la théorie marxiste-léniniste. On a déjà écrit à ce sujet (S. Letchford), en traitant cette discussion « d'infructueuse » (voir *Annuaire d'études françaises* – 2002, p. 214). Tchoudinov a le mérite d'être le premier à avoir entrepris de revenir sur les origines de cette polémique. Il explique la position de Révounenkov par les changements qui ont eu lieu en URSS après le XX^e Congrès du Parti communiste en 1956, quand on a démasqué le culte de Staline. Ce fut donc après cette date que les historiens de l'URSS ont commencé à critiquer le régime stalinien et, à la fois, à accentuer la portée du potentiel démocratique de la dictature du prolétariat (p. 270). Mais l'explication reste de l'ordre de l'hypothèse.

Quant à C. Mazauric, il évoque ses rencontres et relations amicales avec les historiens soviétiques (Daline, Ado, Smirnov et d'autres) des années 1960 à 1992. À l'issue du volume, on ne peut que se réjouir des liens qui se maintiennent entre historiens de France et de Russie, dont ce recueil est la meilleure preuve. Ces liens peuvent désormais sans doute être plus simples et fructueux, tant les historiens russes d'aujourd'hui ne sont plus tentés de diviser leurs collègues occidentaux entre « progressistes » et « bourgeois ».

Varoujean POGHOSYAN